

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 08/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LAFARGE GRANULATS Igoville (traitement)**

14 - 16 boulevard Garibaldi  
92130 Issy-Les-Moulineaux

Références : UBDEO-ECD-2025-212  
Code AIOT : 0005802208

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS Igoville (traitement) implanté Chemin de Halage rue du Fort 27460 Igoville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 "sobriété hydrique"

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS Igoville (traitement)
- Chemin de Halage rue du Fort 27460 Igoville
- Code AIOT : 0005802208
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est celui d'une installation de traitement de matériaux basée à Igoville, autorisée par arrêté préfectoral du 12 juillet 1985.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                               | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | 2. Plan des réseaux                                  | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 5  | II. Réductions imposables à l'exploitant             | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2           | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 7  | IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2           | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                   | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|-------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------|
| 1  | 1. Sobriété hydrique                | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2  | Sans objet        |
| 3  | 3. Données de prélèvement           | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15 | Sans objet        |
| 4  | I. Réductions d'eau de l'exploitant | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2  | Sans objet        |
| 6  | III. Les installations exemptées    | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3  | Sans objet        |
| 8  | V. Prescriptions locales            | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1  | Sans objet        |
| 9  | Déclarations GERP                   | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4  | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au travers de son audit eau, l'exploitant a démontré toutes les actions qu'il avait menées pour

optimiser la consommation d'eau sur ses installations de traitement de granulats et toutes les actions programmées afin d'améliorer le suivi de ses consommations. Le potentiel de développement du site fait que le niveau de prélèvement d'eau pourrait augmenter fortement, même si le niveau de consommation nette devrait rester mesuré vu la configuration du site, et qu'il n'est donc pas envisageable d'adapter les restrictions en cas de sécheresse à ce site, même s'il a réalisé des économies d'eau pérennes à hauteur d'environ 20% depuis 2023.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : 1. Sobriété hydrique

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par l'audit pour une gestion optimisée des flux d'eau en date du 10 décembre 2024, l'exploitant a notifié à la DREAL Normandie que 91 % des eaux prélevées retournaient au milieu naturel. En effet, l'exploitant prélève de l'eau claire et rejette ses eaux chargées dans un bassin de décantation limitrophe au site d'exploitation de carrière.</p> <p>L'exploitant est limité en capacité maximale de production à 1 million de tonnes par an de matériaux traités par l'arrêté préfectoral du 07 décembre 1985. Les données contenues dans l'audit en date du 10 décembre 2024 indiquent que la production annuelle de LAFARGEHOLCIM sur le site d'Igoville est largement en deçà de la capacité maximale de production imposée.</p> <p>Par l'audit référé précédemment, l'exploitant a également réalisé une étude technico-économique en lien avec les leviers de sobriété hydrique identifiés. Ainsi, si ce plan de sobriété hydrique était mis en place par l'entreprise, un gain théorique de 91,7 % sur le prélèvement brut (en m<sup>3</sup>/an) serait observé.</p> <p>Le détail de l'étude technico-économique pour la sobriété hydrique est le suivant :</p> <p>Depuis 2023, l'exploitant a mis en place les solutions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• renforcement du suivi des compteurs et le contrôle visuel des équipements, ayant réduit la consommation annuelle de 2,2 %</li> <li>• remplacement des goulottes, ayant réduit la consommation annuelle de 2,2 %</li> <li>• et remplacement des cyclones ayant réduit la consommation annuelle de 17,6 %.</li> </ul> <p>L'ensemble de ces améliorations, d'un coût d'environ 800 000 €, ont contribué à une diminution du ratio de consommation annuelle de 22 %, réduction de consommation en eau évaluée par la différence des volumes mesurés en amont et en aval des travaux (moyenne du ratio de consommation entre 2019 et 2023 : 2 m<sup>3</sup>/t (1,978) - passage de 2,3 m<sup>3</sup>/t à 1,8 m<sup>3</sup>/t soit -22 % entre 2022 et 2024).</p> <p>L'exploitant a également remplacé récemment les buses de lavage (déflecteurs en queue de</p> |

carpe) qui ont permis une réduction supplémentaire des consommations de 4,8 % (soit 13 628 m<sup>3</sup>/an).

L'exploitant projette également :

- la mise en place d'une GTC (système de centralisation de télérelève) dont l'installation est prévue pour fin 2025,
- l'installation d'un nouveau compteur sur le rejet boue (gain estimé à 1 % ou 2832 m<sup>3</sup>/an), dont l'installation est prévue pour fin 2025.

En revanche, d'autres pistes de réduction ont été abandonnées, car trop peu intéressantes par rapport aux volumes économisables pour 2 d'entre elles ou trop onéreuse pour l'une d'entre elles (malgré la forte économie d'eau potentielle) au regard de la rentabilité du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : 2. Plan des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux

### **Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

### **Constats :**

L'exploitant dispose d'un plan des réseaux dématérialisé au format dwg qui date de 2012. Compte tenu des modifications récemment apportées sur le site, il convient de l'actualiser. Sur le plan présenté par l'exploitant figurent les deux pompes installées sur le plan d'eau limitrophe au site et son réseau associé. L'une est qualifiée de principale et assure les prélèvements dédiés à l'installation de lavages de granulats, et l'autre est qualifiée de secondaire et assure les prélèvements pour l'aire de lavage des véhicules et autres nettoyages.

Le réseau d'eau potable, uniquement dédié à l'usage sanitaire sur le site ainsi que le réseau d'eaux usées et le réseau en eau chargée sont également représentés.

Sur le plan des réseaux présenté par l'exploitant figurent également deux points de rejets, un pour les eaux chargées (récupérées en sortie de l'installation de traitement) et un pour les eaux usées (eaux pluviales collectées par la plateforme béton située sous les installations de traitement). Le point de rejet des eaux chargées est équipé d'une pompe pour faciliter leur renvoi dans le plan d'eau, à l'opposé du lieu de prélèvement afin de favoriser la décantation des eaux chargées (même plan d'eau utilisé que celui pour le prélèvement). Le point de rejet des eaux usées est équipé d'un séparateur à hydrocarbures avant le rejet dans ce même plan d'eau.

|                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                       |
| L'exploitant met à jour son plan des réseaux dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport. Il justifie auprès de la DREAL la réalisation de cette mise à jour. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                  |

### N° 3 : 3. Données de prélèvement

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Constats :</b> <p>L'exploitant a indiqué que 3 compteurs (ou débitmètres) étaient installés sur le site : un sur le pompage principal (eaux claires à destination des installations de tritement des granulats), un sur l'alimentation secondaire (eaux claires à destination de l'aire de lavage du matériel) et un sur l'alimentation en eau de ville (sanitaires). Ces compteurs sont relevés à fréquence mensuelle. L'inspection a constaté la présence du compteur installé sur la conduite d'acheminement des eaux claires en amont des installations de traitement de granulats.</p> <p>L'exploitant, dans une démarche de sobriété hydrique, envisage d'augmenter la fréquence au pas de temps hebdomadaire.</p> <p>L'installation de la télérelève sur les compteurs installés sur le réseau d'eau claire est prévue par l'exploitant fin 2025.</p> <p>L'exploitant prévoit également d'installer un débitmètre sur le réseau des eaux chargées avant rejet dans le plan d'eau à échéance fin 2025 ; celui-ci sera également équipé d'une télérelève.</p> <p>L'enregistrement des données se fait via un tableur Excel et report dans un système de suivi de la direction industrielle de LAFARGEHOLCIM. Ce report, par les chefs de carrière de chaque site, consiste en un suivi de nombreux indicateurs, parmi lesquels ceux de la consommation en eau du site, en distinguant les différentes origines de l'eau. Ce reporting au groupe permet d'identifier des anomalies : chaque écart important (+ ou -) doit être justifié, avec pour objectif la réduction de consommations d'eau.</p> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| L'exploitant informe la DREAL lorsque le nouveau débitmètre (prévu sur le réseau d'eaux chargées) et les télérelèves seront installées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 4 : I. Réductions d'eau de l'exploitant**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des restrictions de l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :<br>- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;<br>- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;<br>- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;<br>- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.<br>[...]<br><br>III. - Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.<br><br><b>Constats :</b><br><br>Le site de LAFARGEHOLCIM à Igoville est situé géographiquement sur la zone d'alerte de l'Andelle et relève donc des restrictions sécheresse qui pourraient être imposées selon le niveau de gravité sécheresse atteint sur cette zone, selon les dispositions de l'arrêté cadre sécheresse départemental de l'Eure en vigueur.<br>Le système de pompage et de rejet dans un même plan d'eau ne peut pas être considéré comme un système de recyclage des eaux (tel que cela est décrit dans la note d'application de l'AM sécheresse du 20 juin 2023 version 2) ; il en résulte qu'une exemption à ce titre à l'AM sécheresse ne peut être envisagée, de même qu'une dérogation à l'arrêté cadre sécheresse départemental en vigueur.<br>A noter cependant qu'en cas de restrictions sécheresse qui pourraient être imposées, seule la fraction nette de consommation serait prise comme référence dans le calcul du volume de référence servant de base pour calculer les volumes de réduction des prélèvements d'eau à appliquer.<br>Si toutefois, des conditions de sécheresse extrêmes nécessitaient une réduction conséquente des prélèvements en eau, l'exploitant a indiqué qu'il envisagerait de répondre à cette sollicitation par une réduction de l'activité du site, tel que spécifié dans son audit pour une gestion optimisée des flux d'eau en date du 10 décembre 2024.<br><br><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 5 : II. Réductions imposables à l'exploitant**

|                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.</p> <p>Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.</p> <p>Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Compte tenu de l'absence de période de sécheresse depuis 2023, l'exploitant n'a pas fait l'exercice de calcul du volume de référence.</p> <p>Pour rappel, la définition du volume de prélèvement est :</p> <p>Pour <u>chaque milieu de prélèvement</u> (eau superficielle, eau souterraine, eau potable, eau provenant d'un réseau d'un autre réseau d'adduction...), ce volume de référence est le maximum entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la moyenne des volumes journaliers prélevés dans un milieu, calculés sur l'année civile précédente ;</li> <li>- la moyenne des volumes journaliers prélevés dans un milieu, calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.</li> </ul>                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fournira à la DREAL le calcul de son volume de référence, tel que décrit dans l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, basé sur le trimestre civil T3 (juillet, août, septembre) dans le <b>délai maximal de 1 mois</b> à compter de la date de réception du présent rapport.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 6 : III. Les installations exemptées**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3</p>                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM</p>                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;</li> <li>- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;</li> <li>- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;</li> <li>- production, distribution et cogénération d'électricité ;</li> <li>- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;</li> <li>- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;</li> <li>- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;</li> <li>- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;</li> </ul> <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Constats :**

Compte tenu de l'absence de clarificateur sur le site qui pourrait justifier d'un taux de recyclage supérieur à 20% (le prélèvement et rejet dans un même plan d'eau ne constituant pas un recyclage au sens de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023), de l'absence de désignation de cette activité comme activité essentielle selon l'article 3 de ce même arrêté ministériel, de l'absence d'économie d'eau pérenne valorisable au regard du potentiel de développement du site (et donc de sa potentielle augmentation de consommation en eau proportionnellement à l'augmentation de l'activité), le site LAFARGEHOLCIM à Igoville ne peut pas bénéficier d'une exemption à l'arrêté ministériel sécheresse du 30 juin 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire</p> |

précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

**Constats :**

Afin d'être en capacité de transmettre hebdomadairement les données relatives aux prélèvements et rejets journaliers en période de sécheresse, comme stipulé à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, l'inspection a demandé à l'exploitant de paramétrer le module « prélèvement d'eau » disponible sur la plateforme de déclaration GIDAF, prévu à cet effet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant renseigne le module « prélèvement d'eau » consultable sur la plateforme GIDAF dans un délai maximal de 1 mois après réception du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : V. Prescriptions locales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – respect des prescriptions locales

**Prescription contrôlée :**

III. - Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.

**Constats :**

Le site LAFARGEHOLCIM à Igoville est également soumis aux restrictions sécheresse que pourrait lui imposer l'arrêté cadre sécheresse départemental n°DDTM/SEBF/2023-192, définissant les seuils en cas de sécheresse dans le département de l'Eure et les mesures coordonnées de surveillance, de limitation ou d'interdictions provisoires des usages de l'eau en vue de la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Déclarations GEREP**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration prélèvements et rejets aqueux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...]</p> <p>-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; [...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré à l'inspection faire la déclaration annuelle relative aux prélèvements en eau du site sur la plateforme GERE. Or, l'inspection ne l'a pas retrouvée. Après recherche sur l'origine de cette incohérence, il s'avère que cette déclaration a bien été faite mais sous le mauvais code inspection (celui de la carrière d'Alizay identifiée par le code inspection « 0005803965 », au lieu de l'installation de traitement).</p> <p>Désormais, il appartient donc à l'exploitant de faire la déclaration annuelle GERE (avant le 31 mars de l'année N+ 1 pour les données de l'année N) relative au site LAFARGEHOLCIM d'Igoville en reportant les informations pertinentes sur l'installation identifiée par le code inspection « 0005802208 ».</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fait la déclaration annuelle des données relatives au site LAFARGEHOLCIM d'Igoville sur la plateforme GERE sur l'installation identifiée par le code inspection « 0005802208 ».</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |